



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°69-2019-103

PUBLIÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

# Sommaire

## **01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône**

69-2019-12-30-003 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de l'établissement CEPAJ (ACOLEA) (2 pages)	Page 5
69-2019-12-30-001 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de la MECS Le Rucher (EDAPE) (2 pages)	Page 8
69-2019-12-30-005 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de la MECS Peupliers (ACOLEA) (2 pages)	Page 11
69-2019-11-29-011 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du service Sleado unités de vie (ACOLEA) (2 pages)	Page 14
69-2019-12-30-004 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du service Accueil familial (ACOLEA) (2 pages)	Page 17
69-2019-11-29-010 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du service SAEF Saint-Nizier (Fondation Apprentis d'Auteuil) (2 pages)	Page 20
69-2019-12-30-002 - Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du service Sleado placement familial (ACOLEA) (2 pages)	Page 23

## **69\_DDPP\_Direction départementale de la protection des populations**

69-2019-12-31-003 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral n°	
69-2019-09-11-003 du 11 septembre 2019 portant constitution du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (2 pages)	Page 26

## **69\_Préf\_Préfecture du Rhône**

69-2019-12-26-006 - Arrêté portant habilitation à participer au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable pour la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » (2 pages)	Page 29
69-2019-12-31-002 - Arrêté préfectoral de réduction de vitesse (8 pages)	Page 32

## **69\_SDMIS\_Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours**

69-2019-12-23-004 - ARRÊTÉ PORTANT APPROBATION DU PLAN ORSEC PPI ARKÉMA-DAIKIN À PIERRE-BÉNITE (2 pages)	Page 41
--	---------

## **69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Rhône**

69-2019-11-04-005 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_04_244 Raphaella CARA - SAP déclaration (2 pages)	Page 44
69-2019-11-05-005 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_05_245 Célestin MIENS - SAP déclaration (2 pages)	Page 47
69-2019-11-05-006 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_05_246 Jean-Claude CHRETIEN enseigne de la cour aux jardins - SAP déménagement (1 page)	Page 50

69-2019-11-05-004 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_05_247 Mathilde ZURBACH - SAP déclaration (2 pages)	Page 52
69-2019-11-06-006 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_248 sarl MALLET enseigne les menus services - SAP ajout activités (2 pages)	Page 55
69-2019-11-06-005 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_249 eurl SERVINITY - SAP ajout activités (1 page)	Page 58
69-2019-11-06-004 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_250 Sylvie DUMORTIER - SAP ajout activités (1 page)	Page 60
69-2019-11-06-003 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_251 Graziella MELIS - SAP extension activités (1 page)	Page 62
69-2019-11-06-008 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_252 Priscillia MARQUES RODRIGUES - SAP ajout activités (2 pages)	Page 64
69-2019-11-06-007 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_253 sas FBLYON MULTISERVICES - SAP ajout activités (2 pages)	Page 67
69-2019-11-06-009 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_06_254 sarl SLREPION enseigne les menus services - SAP ajout activités (2 pages)	Page 70
69-2019-11-07-010 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_07_255 SENIORDOME SAS - SAP ajout activités (2 pages)	Page 73
69-2019-11-07-009 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_07_256 Fabien BOURBON - SAP déménagement (1 page)	Page 76
69-2019-11-07-008 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_07_257 Thiziri LEKADIR - SAP déménagement (1 page)	Page 78
69-2019-11-08-006 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_08_260 Sylvie MOREL - SAP déclaration (2 pages)	Page 80
69-2019-11-08-007 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_08_261 association ICARE - SAP déménagement (2 pages)	Page 83
69-2019-11-19-010 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_19_266 Amandine UNIA - SAP déménagement (1 page)	Page 86
69-2019-11-22-010 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_22_272 Bénédicte CAPDEVILLE - SAP déclaration (2 pages)	Page 88
69-2019-11-22-009 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_22_273 Asen ARSENOV - SAP déclaration (2 pages)	Page 91
69-2019-11-22-012 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_22_274 Pascal CAPERN - SAP déclaration (2 pages)	Page 94
69-2019-11-22-011 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_22_275 Laura GAMBADE - SAP déclaration (2 pages)	Page 97
69-2019-11-26-021 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_26_277 Dounia ANOUR enseigne PRESTA'NET - SAP déclaration (2 pages)	Page 100
69-2019-11-27-003 - arrêté DIRECCTE-UD69_DEQ_2019_11_27_279 Julien MOULE - SAP déclaration (2 pages)	Page 103

#### **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

69-2019-12-30-006 - Arrêté portant abrogation d'agrément pour effectuer des transports sanitaires délivré à la société RHONE ALPES URGENCES à LOIRE SUR RHONE (1 page)

Page 106

69-2019-12-31-001 - Arrêté portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires délivré à la société HAMY AMBULANCES sise 49 rue de Verdun à 69100 VILLEURBANNE (2 pages)

Page 108

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-12-30-003

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de  
l'établissement CEPAJ (ACOLEA)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté 2019-DSHE-DPPE-12-0005**

**Arrêté n°DTPJJ\_SAH\_2019\_12\_30\_04**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Saint Genis Laval

objet : Prix de journée - Exercice 2019 – Centre d'enseignement professionnel et d'accueil de jeunes (Cepaj) sis chemin de Bernicot de l'association Acolea sous dénomination sociale Slea

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-08-R-0198 du 22 janvier 2019, portant fixation du prix de journée en reconduction, au titre de l'exercice 2019, pour l'établissement Cepaj ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par monsieur Jean-Yves DOLBEAU, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Slea pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 2 décembre 2019 ;

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement Cepaj sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	956 919,59	6 341 338,82
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	4 160 759,73	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 223 659,50	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	6 174 952,18	6 355 402,18
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	180 450,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit : 14 063,36 €.

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au Cepaj, est fixé à 57,33 € pour l'internat et à 42,77 € pour le semi internat.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 décembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-12-30-001

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de la  
MECS Le Rucher (EDAPE)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté n°2019-DSHE-DPPE-12-0001    Arrêté n°DTPJJ\_SAH\_2019\_12\_30\_01**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : DARDILLY

objet : **Prix de journée - Exercice 2019** - Le Rucher sis 31 Montée du Clair - (EDAPE)

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-08-R-206 du 08 février 2019, portant fixation du prix de journée ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par Monsieur Jean-Louis PERROT Président de l'association gestionnaire EDAPE pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 15 décembre 2019.

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement Le Rucher sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	443 416,78	2 863 525,95
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	2 169 279,83	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	250 829,34	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	2 932 891,06	2 938 575,06
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 684,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit : 75 049,11 €

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019, à l'établissement Le Rucher, est fixé à 2,56 €.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 01/01/2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 décembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-12-30-005

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 de la  
MECS Peupliers (ACOLEA)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté 2019-DSHE-DPPE-12-06**

**Arrêté n°DTPJJ\_SAH\_2019\_12\_30\_02**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Villeurbanne

objet : Prix de journée - Exercice 2019 - Établissement les Peupliers sis 156 cours Tolstoï de de l'association Acolea sous dénomination sociale Sleas

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-05-R-0192 du 22 janvier 2019, portant fixation du prix de journée en reconduction, au titre de l'exercice 2019, pour l'établissement les Peupliers ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par monsieur Jean-Yves DOLBEAU, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Sleas pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 4 décembre 2019 ;

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement les Peupliers sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	211 833,00	1 402 668,97
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	1 019 945,54	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	170 890,43	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	1 279 262,78	1 310 418,66
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	31 155,88	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- excédent : 92 250,31 €.

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 à l'établissement les Peupliers, est fixé à 41,40 €.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 décembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-11-29-011

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du  
service Sleado unités de vie (ACOLEA)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté n° 2019-DSHE-DPPE-11-0009**

**Arrêté n° DTPJJ\_SAH\_2019\_11\_29\_03**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Saint Genis Laval

objet : Prix de journée - Exercice 2019 - Établissement Sleado unités de vie sis chemin de Bernicot de l'association Acolea sous dénomination sociale Slea

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-05-R-019 du 22 janvier 2019, portant fixation du prix de journée en reconduction, au titre de l'exercice 2019, pour l'établissement Sleado unités de vie ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par monsieur Jean-Yves DOLBEAU, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Slea pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 15 novembre 2019 ;

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement Sleado unités de vie sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	171 706,00	1 165 712,74
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	769 129,19	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	224 877,55	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	1 220 333,78	1 226 865,78
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 532,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit : 61 153,04 €.

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019 à l'établissement Sleado unités de vie, est fixé à 182,59 €.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 29 novembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-12-30-004

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du  
service Accueil familial (ACOLEA)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté n° 2019-DSHE-DPPE-12-0004**

**Arrêté n° DTPJJ\_SAH\_2019\_12\_30\_03**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Lyon 3°

objet : Prix de journée - Exercice 2019 - Service placement familial sis 12 rue de Montbrillant de l'association Acolea sous dénomination sociale Sleas

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-05-R-0189 du 22 janvier 2019, portant fixation du prix de journée en reconduction, au titre de l'exercice 2019, pour le service placement familial ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par monsieur Jean-Yves DOLBEAU, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Sleas pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 2 décembre 2019 ;

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels du service placement Familial sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	2 227 078,35	11 215 441,45
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	8 307 967,87	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	680 395,23	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	11 476 906,47	11 481 064,47
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 158,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit : 265 623,02 €.

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au service placement familial, est fixé à 123,92 €.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 décembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-11-29-010

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du  
service SAEF Saint-Nizier (Fondation Apprentis d'Auteuil)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté n°2019-DSHE-DPPE-11-0008**

**Arrêté n°DTPJJ\_SAH\_2019\_11\_29\_02**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Caluire et Cuire

objet : **Prix de journée - Exercice 2019 –SAEF (Service d'accompagnement éducatif en famille) Saint-Nizier sis 36 rue Pierre Brunier de la Fondation des apprentis d'Auteuil**

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-30-R-0151 du 30 janvier 2019, portant fixation du prix de journée ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par Monsieur Jean-Marc SAUVE Président de l'association gestionnaire Fondation des apprentis d'Auteuil pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 27 novembre 2019.

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement Providence Saint-Nizier sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	18 754,34	330 547,08
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	268 935,36	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	42 857,38	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	313 902,60	319 294,88
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 330,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	62,28	

**Article 2** - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- excédent : 11 252,20 €.

**Article 3** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au SAEF Saint-Nizier est fixé à 26,17 €.

**Article 4** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 01/01/2019.

**Article 5** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 6** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 29 novembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

01-69\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Ain et du Rhône

69-2019-12-30-002

Arrêté conjoint de fixation du prix de journée 2019 du  
service Sleado placement familial (ACOLEA)

*Fixation du prix de journée 2019 des établissements et services associatifs concourant à la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse*

**Délégation développement solidaire,  
habitat et éducation  
Pôle enfance et famille  
Direction de la prévention et de la protection  
de l'enfance  
Unité tarification  
CS 33569  
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Centre-Est  
Direction territoriale Rhône-Ain  
2 rue Moncey - B.P. 3075  
69397 LYON CEDEX 03**

**Arrêté n° 2019-DSHE-DPPE-12-0007**

**Arrêté n° DTPJJ\_SAH\_2019\_12\_30\_05**

### **ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Saint Genisl Laval

objet : Prix de journée - Exercice 2019 - Établissement Sleado placement familial sis chemin de Bernicot de l'association Acolea sous dénomination sociale Slea

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3167 du 10 décembre 2018 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2019 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 mars 2019 relative à la campagne budgétaire 2019 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578, du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle LAURENT, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-02-05-R-0188 du 22 janvier 2019, portant fixation du prix de journée en reconduction, au titre de l'exercice 2019, pour l'établissement Sleado placement familial ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2019, par monsieur Jean-Yves DOLBEAU, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Slea pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 4 décembre 2019 ;

Vu les rapports de la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de monsieur le Préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Rhône et de monsieur le Directeur général de la Métropole de Lyon ;

### arrêtent

**Article 1er** - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2019, les charges et les produits prévisionnels de l'établissement Sleado placement familial sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	326 444,00	2 012 229,26
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	1 511 582,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	174 203,26	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	2 012 229,26	2 012 229,26
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** - Le prix de journée applicable, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 à l'établissement Sleado placement familial, est fixé à 145,48 €.

**Article 3** - Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2019, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 5** - Monsieur le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et monsieur le Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 décembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

Murielle LAURENT

Le préfet,  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

69\_DDPP\_Direction départementale de la protection des  
populations

69-2019-12-31-003

Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral n°  
69-2019-09-11-003 du 11 septembre 2019 portant  
constitution du Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU RHONE**

Direction départementale  
de la protection des populations

Service Protection de l'environnement  
Pôle Installations classées et environnement  
ddpp-pe@rhone.gouv.fr

*Arrêté préfectoral  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 69-2019-09-11-003 du 11 septembre 2019  
portant constitution du conseil départemental de l'environnement  
et des risques sanitaires et technologiques*

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est,  
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,*

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code de la santé publique, notamment son article L. 1416-1 et ses articles R. 1416-1 à R.1416-6 ;

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 26 instituant

**VU** le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 modifié relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R.133-1 et suivants ;

**VU** le décret n°2011-833 du 12 juillet 2011 modifié fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° n° 69-2019-09-11-003 du 11 septembre 2019 portant renouvellement des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**VU** le courrier du 15 octobre 2019 de la Chambre de commerce et d'industrie Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne, désignant Monsieur Yves CHAVENT en tant que membre titulaire ;

**SUR** proposition du Préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

**ARRETE :**

Direction départementale de la protection des populations - Préfecture du Rhône, 106, rue Pierre Corneille – 69419 Lyon cedex 03 –  
tél. : 0821 803 069 (0,12 €/mn) – www.rhone.gouv.fr

**Article 1<sup>er</sup>** : Le point III de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 69-2019-09-11-003 du 11 septembre 2019 est modifié ainsi qu'il suit :

**« 2) Représentants des professions :**

**Titulaires :**

- M. Stéphane **PEILLET**, représentant la profession agricole, désigné par la chambre d'agriculture
  
- M. Alain **AUDOUARD**, président de la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA), désigné par la chambre de métiers et de l'artisanat
  
- M. Yves **CHAVENT** désigné par la chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

**Suppléants :**

- M. Gérard **BAZIN**
  
- **Mme Cécilia MICHAUD**
  
- M. Jérôme **BADIE**, désigné par la chambre de commerce et d'industrie du Beaujolais

»

Le reste sans changement.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois, à compter du jour de sa publication.

La requête peut être déposées sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4**: Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et notifié :

- au préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances,
- au président du conseil départemental,
- au président de la métropole de Lyon,
- au secrétaire général adjoint de la préfecture,
- au sous-préfet de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône,
- au président de l'association des maires du département,
- au président de la chambre d'agriculture,
- au président de la chambre des métiers et de l'artisanat,
- aux présidents des chambres de commerce et d'industrie de Lyon Métropole et Villefranche-sur-Saône,
- au président de la fédération du Rhône pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- au président de la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature,
- au délégué départemental de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours,
- au chef de l'unité départementale du Rhône de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur de la sécurité et de la protection civile,
- à chacun des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Fait à LYON, le **31 DEC. 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,  
Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2019-12-26-006

Arrêté portant habilitation à participer au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable pour la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon »



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU RHÔNE

Préfecture

Direction des affaires juridiques  
et de l'administration locale

Bureau du contrôle budgétaire  
et des dotations de l'État

Affaire suivie par : Marie-Claire KEDZIERSKI  
Tél. : 04 72 61 65 30  
Courriel : [pref-fondations-dons-legs@rhone.pref.gouv.fr](mailto:pref-fondations-dons-legs@rhone.pref.gouv.fr)

ARRETE n°

du 26 décembre 2019

portant habilitation à participer au débat sur l'environnement  
dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner  
les politiques d'environnement et de développement durable  
pour la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon »

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre National du Mérite

VU les articles L141-3, R141-1, R141-21 à R141-26 du code de l'environnement

VU l'article 49 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret n°2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;

VU l'arrêté préfectoral n°69-2017-10-27-004 du 27 octobre 2017 relatif au renouvellement de l'agrément de la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » ;

VU le dossier présenté par la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » dont le siège social est situé 1 allée du Levant 69890 LA TOUR DE SALVAGNY, en vue d'obtenir l'habilitation à participer au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable, reçu complet le 4 septembre 2019 ;

.../...

Préfecture du Rhône - 106 rue Pierre Corneille - 69419 Lyon cedex 03  
Pour connaître nos horaires d'ouverture et les modalités d'accueil : internet [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 0821 803 069 (0,12 €/mn)

CONSIDERANT que la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » justifie d'un nombre de membres suffisant, d'une activité effective sur une partie significative du département du Rhône, d'une expérience et de savoirs reconnus dans le domaine de la protection de la nature, de la faune et de la flore sauvage ainsi que de l'environnement, d'une indépendance au regard de son organisation et de ses sources de financement ;

Sur proposition du Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances,

**ARRETE** :

**Article 1** : La « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » est habilitée pour une durée de cinq ans à prendre part au débat sur l'environnement au sein des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable, dans un cadre départemental, au titre de l'article L141-3 du code de l'environnement.

**Article 2** : Conformément à l'article R141-25 du code de l'environnement, la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » publiera chaque année sur son site internet, un mois au plus tard après leur approbation par l'assemblée générale son rapport d'activité et son rapport moral, ses comptes de résultats et de bilan ainsi que leurs annexes et, le cas échéant, son compte d'emploi des ressources.

**Article 3** : En application des dispositions prévues à l'article R141-26 du code de l'environnement, la présente décision d'habilitation pourra être abrogée si la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » ne justifie plus du respect des conditions d'obtention de l'habilitation fixées à l'article R141-21 dudit code et en cas de non respect de son obligation de publication rappelée à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 4** : Le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances et le Président de la « Fédération Départementale des Chasseurs du Rhône et de la Métropole de Lyon » sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général,  
Préfet délégué pour l'égalité des chances  
Signé : Emmanuel AUBRY

*« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa notification. Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. ».*

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2019-12-31-002

Arrete prefectoral de reduction de vitesse

PRÉFET DU RHÔNE

Le Préfet du Rhône

**Arrêté préfectoral n° xxx, relatif aux mesures d'urgence socles prises dans  
le cadre de l'épisode de pollution atmosphérique  
débuté le 30 décembre 2019**

- Vu le code de l'environnement, notamment son Livre II, titre II relatif à l'air et à l'atmosphère ;
- Vu le code de la défense, notamment l'article R.1311-7 relatif aux compétences des préfets de zone défense et sécurité ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code de la route notamment ses articles R.311-1 et R.411-19 ;
- Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.122-4, R.122-5 et R.122-8 ;
- Vu le décret n° 93-861 du 18 juin 1993 modifié portant création de l'établissement public Météo-France, et notamment son article 2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2016-858 du 29 juin 2016 relatif aux certificats qualité de l'air ;
- Vu le décret n° 2017-782 du 5 mai 2017 renforçant les sanctions pour non-respect de l'usage des certificats qualité de l'air et des mesures d'urgence arrêtées en cas d'épisode de pollution atmosphérique ;
- Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS, en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;
- Vu l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant, modifié par l'arrêté interministériel du 26 août 2016 ;
- Vu l'arrêté interministériel du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2014 relatif aux recommandations sanitaires en vue de prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2016 relatif aux modalités de délivrance et d'apposition des certificats qualité de l'air ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2016 portant agrément de l'association Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, association de surveillance de la qualité de l'air pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant ;

Vu l'avis du 18 avril 2000 du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 26 février 2014 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Lyon ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 9 novembre 2017 abrogeant l'arrêté inter-préfectoral n° 2014335-0003 du 1<sup>er</sup> décembre 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant pour les départements de la région Rhône-Alpes ;

Vu le règlement sanitaire départemental, notamment son article 84 qui interdit le brûlage à l'air libre des déchets ménagers ;

Vu l'arrêté zonal n°69-2019-06-19-001 du 19 juin 2019 portant approbation du document-cadre zonal relatif aux procédures préfectorales et aux mesures de dimension interdépartementale en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;

Vu l'avis émis par les membres du comité des partenaires du 22 septembre 2017 et du 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Rhône, sur le rapport de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, dans sa séance du 17 octobre 2017 et du 2 juillet 2019 .

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Rhône ;

Considérant l'épisode de pollution en cours sur le **Bassin Lyonnais – Nord-Isère** dans le département du Rhône, qualifié de « **combustion** » ;

Sur proposition de monsieur le directeur de la sécurité et de la protection civile,

## Arrête

### Article 1 : activation des mesures socles

Sauf exception, les mesures socles « N1 », figurant en annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019 et détaillées dans la suite de cet arrêté, prennent effet à compter de ce jour 17 h hormis la mesure de réduction de vitesse et la mesure de circulation différenciée qui prennent effet à partir de 5 h le lendemain.

L'ensemble des mesures socles « N1 » s'applique sur toutes les communes du département du Rhône appartenant au bassin d'air du bassin Lyonnais – Nord-Isère (défini sur le site internet suivant : « <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-dispositif-de-gestion-des-pics-de-pollution-a13991.html> ») ou sur un périmètre défini spécifique pour la circulation différenciée (se reporter à l'article 6), jusqu'à la fin de l'épisode de pollution et la levée du dispositif préfectoral sauf pour les mesures relatives au secteur agricole, la mesure d'abaissement temporaire des vitesses pour tous les véhicules à moteur et la mesure relative à l'interdiction des compétitions mécaniques qui s'appliquent sur l'ensemble du département du Rhône.

## **Article 2 : mesures relatives au secteur agricole**

La pratique de l'écoquage est interdite sur l'ensemble du département. Les éventuelles dérogations sont suspendues.

Le brûlage des sous-produits agricoles et forestiers est interdit sur l'ensemble du département. Les éventuelles dérogations sont suspendues.

## **Article 3 : mesures relatives au secteur industriel**

Les exploitants procèdent à une sensibilisation du personnel et observent une vigilance accrue sur le fonctionnement des installations (paramètres de fonctionnement, stabilisation des charges, bon fonctionnement des systèmes de traitement, etc.) et sur l'application des bonnes pratiques.

Toute unité de production équipée de systèmes de dépollution renforcés doit en activer le fonctionnement pendant la durée de l'épisode de pollution.

Tout établissement émetteur de particules fines, de NOx, ou de COV doit modifier son activité et mettre en œuvre toute mesure appropriée pour réduire ses émissions. Ainsi, les opérations émettrices de COV doivent être reportées à la fin de l'épisode : travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc. De même les opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote (manipulation des déchets, broyage, transfert de matériaux, etc.) en l'absence de dispositif de traitement adéquat doivent être reportées à la fin de l'épisode.

L'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité.

Tout établissement équipé d'installation de combustion pouvant fonctionner avec plusieurs types de combustible devra utiliser le combustible le moins émissif.

L'usage des engins de manutentions thermiques devra être limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.

### **Gros émetteurs ICPE :**

Les prescriptions particulières prévues dans les autorisations d'exploitation des ICPE en cas d'alerte à la pollution de niveau 1 sont activées, dans les conditions prévues par lesdites autorisations, par les exploitants concernés.

## **Article 4 : mesures relatives au secteur des chantiers BTP et carrières**

Tout entreprise dont l'activité sur les chantiers est génératrice de poussières doit la réduire. Le maintien de l'activité est conditionnée à la mise en place de mesures compensatoires efficaces (arrosage, etc.).

L'usage des engins de manutentions thermiques devra être limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.

L'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité.

## **Article 5 : mesures relatives au secteur résidentiel**

L'utilisation du bois et de ses dérivés comme chauffage individuel d'appoint ou d'agrément est interdit.

La pratique du brûlage des déchets est totalement interdite : les éventuelles dérogations sont suspendues.

La température de chauffage des bâtiments doit être maîtrisée et réduite, en moyenne volumique, à 18°C.

Les travaux d'entretien ou de nettoyage avec des outils non électriques ou avec des produits à base de solvants organiques (white-spirit, peinture, vernis) doivent être reportés à la fin de l'épisode de pollution. La mesure s'applique dans les espaces verts et jardins publics, mais également dans les lieux privés.

### **Article 6 : mesures relatives au secteur du transport**

- Les contrôles de pollution des véhicules sont renforcés.
- La circulation différenciée est instaurée dans les conditions suivantes :

#### **\* Périmètre d'application**

La restriction de la circulation des véhicules les plus polluants s'applique sur toutes les voiries situées à l'intérieur du périmètre défini en annexe 4 de l'arrêté N°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019, à l'exception de certaines voies identifiées ci-après permettant aux usagers de la route de rejoindre les parkings-relais (PJ 1). Ce périmètre a été défini en cohérence avec le périmètre de la zone à faible émission mise en œuvre par la Métropole de Lyon par délibération du 28 janvier 2019.

Les voiries et itinéraires exclus du périmètre :

Les grands axes routiers :

- boulevard périphérique Nord ;
- voie métropolitaine ex A7 (M7) ;
- autoroute A7 ;
- voie métropolitaine ex A6 (M6);
- tunnel sous Fourvière.

Les itinéraires d'accès aux parcs relais :

- l'itinéraire permettant l'accès au parc relais IUT Feysine entre le boulevard Laurent Bonnevey et le boulevard périphérique ;
- l'itinéraire permettant d'accéder et de quitter le parc-relais de Vaise par le quai Raoul Carré, le quai Sédaillan, le quai du Commerce, le quai de la gare d'eau, la rue de Saint-Cyr et la rue du 24 mars 1852 ;
- l'itinéraire entre le boulevard périphérique Nord et le parc-relais de Vaise par la rue de Bourgogne et la rue du 24 mars 1852 ;
- l'itinéraire entre l'A7 et le parking de la gare de Lyon-Perrache empruntant les bretelles de l'échangeur autoroutier de Perrache et le Cours de Verdun Récamier ;
- l'itinéraire permettant d'accéder et de quitter le parc-relais Gorge de Loup par la rue du Bourbonnais, l'avenue Sidoine Apollinaire, la rue du Professeur Guérin, la rue Sergent Michel Berthet et la rue de la Pépinière Royale ;
- l'itinéraire entre l'échangeur de l'A43 et le parc-relais Mermoz-Pinel par l'avenue Jean Mermoz.

#### **\* Véhicules concernés**

Dès décision de mise en œuvre de la mesure de restriction de la circulation des véhicules les plus polluants (niveau d'alerte N1), les véhicules autorisés à circuler sont les véhicules affichant **un certificat qualité de l'air Crit'air, 0, 1, 2, 3.**

\* Dérogation à la restriction de circuler

Sont autorisés à circuler par dérogation les véhicules identifiés en annexe 4-bis de de l'arrêté N°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019 (PJ 2).

\* Poursuite des infractions

Les contrevenants à la mesure de restriction de la circulation pour les véhicules les plus polluants seront punis de l'amende prévue pour la contravention de quatrième classe, lorsque le véhicule relève des catégories M2, M3, N2 ou N3 définies à l'article R. 311-1 du Code de la route (poids-lourds et autocars) et de la troisième classe, lorsque le véhicule relève des catégories M1, N1 ou L (véhicules particuliers), assortie d'une mesure d'immobilisation du véhicule éventuellement suivie d'une mise en fourrière, conformément aux dispositions des articles L.325-1 à L.325-3 et R.411-19 du Code de la route.

\* Réduction tarifaire ou gratuité des transports publics en commun de voyageurs

En application de l'article L.223-2 du code de l'environnement, durant la période d'application des mesures d'interdiction de la circulation de certaines catégories de voitures particulières, les autorités organisatrices de transport concernées assurent l'accès aux réseaux de transport en public en commun de voyageurs par toute mesure tarifaire incitative.

- Un abaissement temporaire de la vitesse de 20 km/h est instauré sur tous les axes routiers du département où la vitesse limite autorisée est normalement supérieure ou égale à 90 km/h, pour tous les véhicules à moteur. Sur les voies à double sens non-séparées par un terre-plein central et dont la vitesse est limitée à 80 km/h, la vitesse sera abaissée de 10 km/h.
- Dans tout le département, les compétitions mécaniques sont interdites.

### **Article 7 : mesures relatives aux spectacles pyrotechniques**

Les feux d'artifice sont interdits durant l'épisode de pollution.

### **Article 8 : renforcement des contrôles**

Le préfet fait procéder au renforcement :

- des contrôles du respect des vitesses réglementaires sur la voie publique par les forces de police et de gendarmerie ;
- des contrôles antipollution des véhicules circulant sur la voie publique par les services concernés ;
- de la vérification des contrôles techniques obligatoires des véhicules circulant sur la voie publique par les forces de police et de gendarmerie ;
- des contrôles de présence de matériels de débridage sur les cyclomoteurs ;
- des contrôles du respect des prescriptions des ICPE ;

- des contrôles du respect des interdictions de brûlage de déchets ;
- des contrôles des mesures concernant les industries non ICPE et les activités de chantier ou agricoles.

### **Article 9 : répression des infractions**

Les infractions aux mesures prévues par le présent arrêté sont sanctionnées, sans préjudice de l'application d'autres sanctions, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre II du livre II du code de l'environnement et de l'article R.411-19 du code de la route.

### **Article 10 : recours**

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au tribunal administratif (Palais de justice Part-Dieu – 184 rue Duguesclin – 69 433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de la publication du présent arrêté.

### **Article final : exécution**

Le Préfet du Rhône, la Préfète déléguée pour la défense et la sécurité, le Secrétaire Général, Préfet délégué pour l'égalité des chances et la directrice de cabinet de la préfecture du département du Rhône, les sous-préfets d'arrondissement concernés, les services déconcentrés de l'État concernés, les services de police et de gendarmerie concernés, le président du Conseil Départemental, le président de la Métropole de Lyon, les maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale concernés et le président de l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Rhône.

La préfète déléguée  
pour la défense et la sécurité

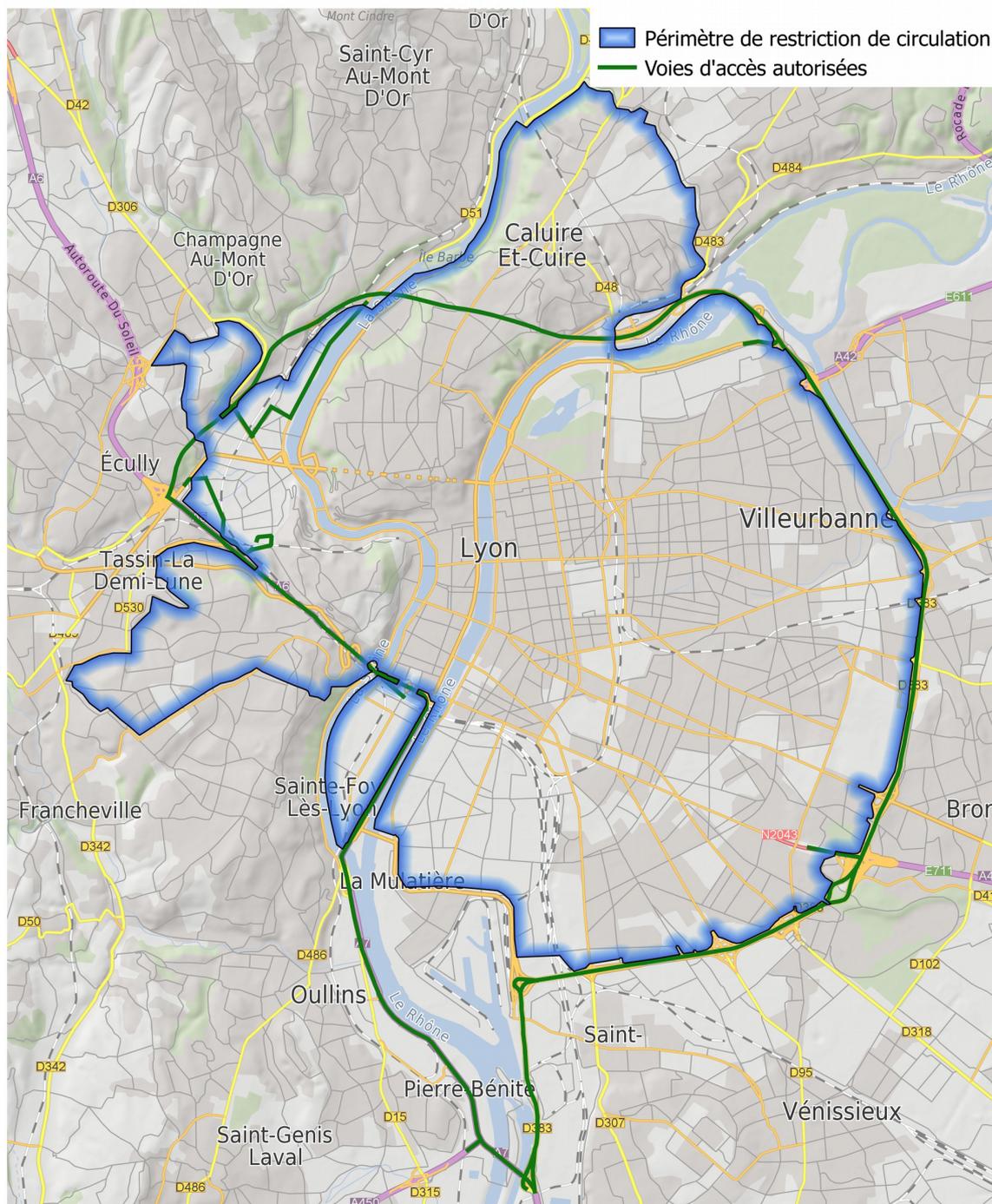
SIGNÉ

**Annexe 4 de l'arrêté préfectoral n°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Rhône :**

**Restriction de circulation sur l'agglomération lyonnaise**



**Zone d'application - Mesure de restriction de la circulation**



Sources des données : DDT 69 - Autorisation de diffusion : Libre - Reproduction : Libre

Référentiels : Plan - 2010 - IGH Paris - Protocole IGH/MEDOTL/MAAPPAT, octobre 2011

Direction Départementale des Territoires du Rhône - 165 rue Garibaldi - CS 33862 - 69401 Lyon cedex 03

SCADT - UD

07-06-2019

**Annexe 4 - bis de l'arrêté préfectoral n°69-2019-07-03-005 du 3 juillet 2019 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Rhône :**

**Dérogations à la mesure de circulation différenciée**

Sont exclus du champ d'application des dispositions relatives à la mesure de circulation différenciée, les véhicules suivants :

- Les véhicules d'intérêt général prioritaires définis au 6.5 de l'article R.311-1 du code de la route : véhicule des services de police, de gendarmerie, des douanes, de lutte contre l'incendie, d'intervention des services de déminage de l'État, d'intervention des unités mobiles hospitalières (SAMU) ou, à la demande du service d'aide médicale urgente, affecté exclusivement à l'intervention de ces unités et du ministère de la justice affecté au transport des détenus ou au rétablissement de l'ordre dans les établissements pénitentiaires,
- Les véhicules d'intervention urgente assurant une mission de service public,
- Les convois exceptionnels,
- Les véhicules des forces armées,
- Les véhicules des professions médicales, paramédicales et vétérinaires, ambulances, véhicules de la protection et de la sécurité civiles, de la Croix Rouge, véhicules d'associations agréées de sécurité civile, de transports sanitaires de livraisons pharmaceutiques, et de produits sanguins et d'organes humains, véhicule des associations médicales concourant à la permanence des soins, des médecins lorsqu'ils participent à la garde départementale,
- Les véhicules de transport en commun des lignes régulières, cars de desserte des gares et aéroports agréés, transports scolaires, transports collectifs de salariés,
- Les voitures particulières transportant trois personnes au moins (covoiturage)
- Les véhicules des GIG et des GIC, ou conduits ou transportant des handicapés ou des personnes à mobilité réduite,
- Les véhicules des agents d'exploitation ou d'entretien des voiries, véhicules de transport en commun et de la SNCF,
- Les véhicules des salariés dont les heures de prise et de fin de service ne sont pas couvertes par le fonctionnement des transports en commun (sous réserve d'une attestation journalière signée de l'employeur indiquant les horaires décalés).
- Les voitures de tourisme avec chauffeur et taxis,
- Les véhicules destinés à l'entretien de la voirie et de son nettoyage, véhicules assurant l'enlèvement et le ramassage des ordures,
- Les véhicules effectuant des livraisons de denrées périssables,
- Les véhicules frigorifiques et camions-citernes,
- Les véhicules de transport funéraire,
- Les véhicules postaux,
- Les véhicules de transport de fonds,

69\_SDMIS\_Service départemental et métropolitain  
d'incendie et de secours

69-2019-12-23-004

**ARRÊTÉ PORTANT APPROBATION DU PLAN  
ORSEC PPI ARKÉMA-DAIKIN À PIERRE-BÉNITE**



**PRÉFET DU RHÔNE**

**ARRETÉ N° SDMIS\_DPOS\_GACR\_2019\_086**

*Service départemental-métropolitain  
d'incendie et de secours*

*Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône*

*Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite*

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 janvier 2006 relatif à la consultation du public sur le projet du plan particulier d'intervention de certaines installations ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;
- Vu** la circulaire du 5 juin 2007 relative à l'application de l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;

.../

Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours  
17 rue Rabelais – 69421 Lyon cedex 03  
Standard 04.72.84.37.18

**Sur proposition** de la préfète déléguée pour la défense et la sécurité ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** le plan ORSEC PPI « ARKEMA-DAIKIN » à Pierre-Bénite est approuvé.

**Article 2 :** l'arrêté préfectoral n° 2015\_07\_27\_01 du 27 juillet 2015 est abrogé.

**Article 3 :** la préfète déléguée pour la défense et la sécurité,  
le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances,  
le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône,  
le sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Rhône,  
le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,  
les maires des communes concernées,  
les chefs de services régionaux et départementaux concernés et notamment les chefs de services ORSEC,  
les exploitants des entreprises concernées,  
le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon, le 23 décembre 2019

Le Préfet,

Pascal MAILHOS

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-04-005

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_04\_244  
Raphaella CARA - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_04\_244**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP853609378**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Raphaella CARA – domiciliée 84 avenue Jean Jaurès / 69150 DECINES-CHARPIEU**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **18 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er :** **Raphaella CARA – domiciliée 84 avenue Jean Jaurès / 69150 DECINES-CHARPIEU**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP853609378, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **18 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Raphaella CARA** est autorisée à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Accompagnement des personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Accompagnement des enfants de + de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH)**
- **Conduite du véhicule des personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Garde d'enfants de + de 3 ans**
- **Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux courses**
- **Soin et promenades d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes à l'exclusion des soins vétérinaires et toilettage**

Article 4 : Ces activités exercées par la déclarante, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 4 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-05-005

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_245 Célestin  
MIENS - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_245**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP877661579**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Célestin MIENS – domicilié 17 rue Richan – 69004 LYON**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **2 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

Article 1er : **Célestin MIENS – domicilié 17 rue Richan – 69004 LYON**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7233-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisé sous le n°SAP877661579, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

Article 2 : Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **2 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : Célestin MIENS est autorisé à effectuer au domicile des particuliers l'activité visée ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Soutien scolaire ou cours à domicile**

Article 4 : Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 5 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-05-006

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_246

Jean-Claude CHRETIEN enseigne de la cour aux jardins -  
SAP déménagement

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_246**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP799177134**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2017\_07\_21\_318 du 21 juillet 2017 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à Jean-Claude CHRETIEN enseignant De la cour aux jardins, domicilié 4 rue Bournes / 69004 LYON, enregistrée sous le n° SAP799177134, à compter du 19 juin 2017 ;
- VU la demande de modification d'adresse présentée le 21 juin 2019 par Jean-Claude CHRETIEN;
- VU la demande d'actualisation de l'INSEE demandée le 24 juin 2019 par l'unité départementale du Rhône de la DIRECCTE à Jean-Claude CHRETIEN
- VU la situation au répertoire INSEE actant le changement d'adresse de cette structure, constatée le 4 novembre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

**Article 1 :** Le siège social de l'entreprise représentée par **Jean-Claude CHRETIEN enseignant De la cour aux jardins** est situé à l'adresse suivante : **38, rue Artaud – 69004 LYON** depuis le **18 août 2019**.

**Article 2 :** Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 5 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail  
Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dircecte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-05-004

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_247  
Mathilde ZURBACH - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_05\_247**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP878237866**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Mathilde ZURBACH – domiciliée 11 rue François Gillet / 69003 LYON**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **22 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er : Mathilde ZURBACH – domiciliée 11 rue François Gillet / 69003 LYON**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP878237866, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **22 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Mathilde ZURBACH** est autorisée à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Accompagnement des enfants de + de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Garde d'enfants de + de 3 ans**

Article 4 : Ces activités exercées par la déclarante, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 5 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-006

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_248 sarl  
MALLET enseigne les menus services - SAP ajout  
activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_248

Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP534801675

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°2011-5143 du 21 octobre 2011 délivrant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à la **Sarl MALLET enseigne LES MENUS SERVICES**, sise 6 le clos du Tupinier 69290 Grézieu la Varenne, à compter du 19 octobre 2011 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2016\_10\_18\_298 du 18 octobre 2016 renouvelant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à la **Sarl MALLET enseigne LES MENUS SERVICES**, sise 22 rue de Chavril 69110 Ste Foy-les-Lyon, à compter du 21 octobre 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_02\_11\_056 du 12 février 2019 actant l'extension d'activités au titre des services à la personne à la **Sarl MALLET enseigne LES MENUS SERVICES**, sise 63 rue de la garenne 69340 FRANCHEVILLE, à compter du 14 janvier 2019 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_06\_26\_151 du 26 juin 2019 actant l'extension d'activités au titre des services à la personne à la **Sarl MALLET enseigne LES MENUS SERVICES**, sise 63 rue de la garenne 69340 FRANCHEVILLE, à compter du 26 juin 2019 ;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par la **Sarl MALLET enseigne LES MENUS SERVICES**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30 septembre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

CONSTATE :

Article 1 : L'activité «**Petits travaux de jardinage**» est ajoutée aux activités des arrêtés préfectoraux n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_06\_26\_151 et n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_02\_11\_056 et n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2016\_10\_18\_298, à dater du 30 septembre 2019.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-005

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_249 eurl  
SERVINITY - SAP ajout activités

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_249**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP788502763**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012282-0005 du 8 octobre 2012 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à l'eurl **SERVINITY**, sise 19 rue Gambetta 69270 Fontaines-sur-Saône, enregistrée sous le n°SAP788502763, à compter du 4 octobre 2012 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2018\_11\_30\_331 du 30 novembre 2018 actant le changement d'adresse au titre des services à la personne à l'eurl **SERVINITY**, sise 5B, rue Jules Ferry 69270 Fontaines-sur-Saône, enregistrée sous le n°SAP788502763, à compter du 15 décembre 2017 ;
- VU la demande d'extension d'activités présentée le 26 juillet 2019 par Aurélien SEGUY, représentant de l'eurl **SERVINITY**;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

Article 1 : L'activité «**Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**» est ajoutée aux activités de l'arrêté préfectoral n°2012282-0005, à dater du 26 juillet 2019.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-004

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_250 Sylvie  
DUMORTIER - SAP ajout activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_250

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP450175989**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°2010-935 du 5 janvier 2010 délivrant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à **Sylvie DUMORTIER**, sise 30 place Jean Jasserand 69290 Grézieu-la-Varenne, à compter du 19 octobre 2011 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015009-0008 du 9 janvier 2015 renouvelant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à **Sylvie DUMORTIER**, sise 30 place Jean Jasserand 69290 Grézieu-la-Varenne, à compter du 5 janvier 2015 ;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par **Sylvie DUMORTIER**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 4 août 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

**Article 1** : Les activités «*Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile (ne comprend pas l'activité de repassage du linge)*» et «*Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire* » sont ajoutées aux activités des arrêtés préfectoraux n°2010-935 et n°2015009-0008, à dater du 4 août 2019.

**Article 2** : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-003

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_251  
Graziella MELIS - SAP extension activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_251

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP429186695**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°2009-10235 du 29 décembre 2009 délivrant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à **Graziella POINTU épouse MELIS**, sise 155/157 cours Berriat 38028 GRENOBLE, à compter du 29 décembre 2009;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014048-0003 du 17 février 2014 renouvelant l'agrément « simple » au titre des services à la personne à **Graziella POINTU épouse MELIS**, sise 10 rue Joséphine Baker 69007 LYON, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014097-0005 du 7 avril 2014 actant l'extension d'activités au titre des services à la personne à **Graziella MELIS**, sise 10 rue Joséphine Baker 69007 LYON, à compter du 7 avril 2014;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par **Graziella MELIS**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 8 août 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

Article 1 : L'activité «**Assistance administrative à domicile**» est ajoutée à l'activité des arrêtés préfectoraux n°2009-10235 et n°2014048-0003 et n°2014097-0005, à dater du 8 août 2019.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.dirccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.dirccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-008

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_252  
Priscillia MARQUES RODRIGUES - SAP ajout activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_252

Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP834300725

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE

*Officier de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2018\_01\_31\_031 du 31 janvier 2018 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à **Priscillia MARQUES RODRIGUES enseigne LES DOUDOUS DE SAONE**, sise 26 rue Gambetta / 69270 FONTAINES-SUR-SAONE, à compter du 8 janvier 2018;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par **Priscillia MARQUES RODRIGUES enseigne LES DOUDOUS DE SAONE**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 11 septembre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

### Article 1 :

Les activités

- **«Assistance administrative à domicile»**
- **«Assistance informatique à domicile»**
- **«Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile»**
- **«Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire»**
- **«Petits travaux de jardinage y compris travaux de débroussaillage»**
- **«Soin et promenades d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes à l'exclusion des soins vétérinaires et toilettage»**
- **«Travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains »**

sont ajoutées à l'activité de l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2018\_01\_31\_031, à dater du **11 septembre 2019**.

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-007

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_253 sas  
FBLYON MULTISERVICES - SAP ajout activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_253

Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP812133973

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2015\_06\_23\_54 du 23 juin 2015 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à la **sas FBLYON MULTISERVICES**, sise 61 rue Victor Hugo 69002 LYON, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2017\_07\_11\_307 du 11 juillet 2017 actant le changement d'adresse au titre des services à la personne à la **sas FBLYON MULTISERVICES**, sise 36 rue des aqueducs 69005 LYON, à compter du 15 mars 2016 ;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par la **sas FBLYON MULTISERVICES**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 août 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

### Article 1 :

Les activités

- **«Accompagnement des personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile »**
- **«Assistance administrative à domicile»**
- **«Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH) »**
- **««Assistance informatique à domicile»**
- **«Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile (ne comprend pas l'activité de repassage du linge) »**

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

- **«Conduite du véhicule des personnes ayant besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile »**
- **«Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile»**
- **« Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux courses »**
- **«Soin et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes à l'exclusion des soins vétérinaires et toilettage»**
- **«Soutien scolaire ou cours à domicile»**

sont ajoutées aux activités des arrêtés préfectoraux n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2015\_06\_23\_54 et n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2017\_07\_11\_307, à dater du **26 août 2019**.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
 Pour le directeur de l'unité départementale  
 du Rhône  
 La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
 Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-06-009

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_254 sarl  
SLREPION enseigne les menus services - SAP ajout  
activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_06\_254

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP801645334**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°2014132-0003 du 12 mai 2014 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à la **Sarl SLREPION enseigne LES MENUS SERVICES**, à compter du 24 avril 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_01\_25\_031 du 25 janvier 2019 actant l'extension d'activités au titre des services à la personne à la **Sarl SLREPION enseigne LES MENUS SERVICES**, à compter du 8 novembre 2018 ;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par la Sarl SLREPION enseigne LES MENUS SERVICES domiciliée 76 avenue Roger Salengro / 69100 VILLEURBANNE, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 4 septembre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

### Article 1 :

Les activités

- **«Coordination et délivrance des SAP»**
- **«Entretien de la maison et travaux ménagers»**
- **«Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire»**

sont ajoutées aux activités des arrêtés préfectoraux n°2014132-0003 et n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_01\_25\_031, à dater du **4 septembre 2019**.

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 6 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-07-010

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_255  
SENIORDOME SAS - SAP ajout activités



## ARRETE PREFECTORAL

N° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_255

Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée  
sous le n° SAP853747913

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_10\_11\_223 du 11 octobre 2019 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à la **sas SENIORDOME**, sise 102 chemin des Vosges 69270 Fontaines-Saint-Martin, à compter du 26 septembre 2019 ;
- VU la demande d'extension d'activités déposée par la **sas SENIORDOME**, auprès des services de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 octobre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

CONSTATE :

### Article 1 :

Les activités

- «**Accompagnement des enfants de + de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**»
- «**Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile (ne comprend pas l'activité de repassage du linge)** »
- «**Entretien de la maison et travaux ménagers**»
- «**«Garde d'enfants de + de 3 ans»**
- «**Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**»

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

- **«Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile»**

sont ajoutées aux activités de l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_10\_11\_223, à dater du **20 octobre 2019**.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 7 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-07-009

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_256 Fabien  
BOURBON - SAP déménagement

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_256**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP509712311**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_10\_21\_226 du 21 octobre 2019 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à Fabien BOURBON, domicilié 11 rue Anna de Noailles - 69800 SAINT-PRIEST, enregistrée sous le n°SAP509712311, à compter du 19 septembre 2019 ;
- VU la demande de modification d'adresse présentée le 27 octobre 2019 par Fabien BOURBON;
- VU la situation au répertoire INSEE actant le changement d'adresse de cette structure au 22 octobre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

**Article 1** : Le siège social de l'entreprise représentée par **Fabien BOURBON** est situé à l'adresse suivante :  
**29 rue Paul Villard – 69680 CHASSIEU** depuis le **20 octobre 2019**.

**Article 2** : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 7 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail  
Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-07-008

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_257 Thiziri  
LEKADIR - SAP déménagement

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_07\_257**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP838184612**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2018\_03\_28\_093 du 28 mars 2018 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à madame Thiziri LEKADIR, enregistrée sous le n°SAP838184612, à compter du 26 mars 2018;
- VU la demande de modification d'adresse présentée le 9 septembre 2019 par madame Thiziri LEKADIR ;
- VU la situation au répertoire SIRENE actant le changement d'adresse de cette structure à compter du 16 septembre 2019 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

Article 1 : Le siège social de l'entreprise représentée par madame **Thiziri LEKADIR** est situé à l'adresse suivante : **7 rue Louis DUCROIZE / 69100 VILLEURBANNE** depuis le **16 septembre 2019**.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 7 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-08-006

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_08\_260 Sylvie  
MOREL - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_08\_260**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP840284590**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Sylvie MOREL – domiciliée 8 allée des cèdres / 69330 MEYZIEU**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **21 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er :** **Sylvie MOREL – domiciliée 8 allée des cèdres / 69330 MEYZIEU**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP840284590, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **21 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : Sylvie MOREL est autorisée à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de prestataire :

- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile (ne comprend pas l'activité de repassage du linge)
- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile
- Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux courses

Article 4 : Ces activités exercées par la déclarante, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 8 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-08-007

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_08\_261  
association ICARE - SAP déménagement

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_08\_261**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP428086326**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2006-5562 du 20 octobre 2006 délivrant l'agrément simple au titre des services à la personne à l'association ICARE, domiciliée 6 rue de la liberté / 69811 TASSIN LA DEMI-LUNE, enregistrée sous le n° SAP428086326, à compter du 20 octobre 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011-5432 du 10 novembre 2011 renouvelant l'agrément simple au titre des services à la personne à l'association ICARE, domiciliée 6 rue de la liberté / 69811 TASSIN LA DEMI-LUNE, enregistrée sous le n° SAP428086326, à compter du 21 octobre 2011 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2016\_10\_18\_299 du 18 octobre 2016 renouvelant la déclaration au titre des services à la personne à l'association ICARE, domiciliée 6 rue de la liberté / 69811 TASSIN LA DEMI-LUNE, enregistrée sous le n° SAP428086326, à compter du 21 octobre 2016 ;
- VU la demande de modification d'adresse présentée le 23 avril 2019 par l'association ICARE;
- VU la situation au répertoire INSEE actant le changement d'adresse de cette structure au 19 mars 2018 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

Article 1 : Le siège social de l'**association ICARE** est situé à l'adresse suivante : **33 rue de Bellissen – Bât E3 – 69340 FRANCHEVILLE** depuis le **19 mars 2018**.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 8 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)  
Unité départementale du Rhône

8-10 rue du nord - 69625 VILLEURBANNE Cedex - Standard 04.72.65.58.50

[www.auvergne-rhone-alpes.directe.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.directe.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-19-010

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_19\_266  
Amandine UNIA - SAP déménagement

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_19\_266**

**Récépissé de modification d'une déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré  
sous le n° SAP821417409**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

***Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite***

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2016\_08\_22\_232 du 22 août 2016 délivrant la déclaration au titre des services à la personne à Amandine UNIA, enregistrée sous le n°SAP821417409, à compter du 17 août 2016;
- VU la demande de modification d'adresse présentée le 4 septembre 2019 par Amandine UNIA;
- VU la situation au répertoire SIRENE actant le changement d'adresse de cette structure à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSTATE :**

Article 1 : Le siège social de l'entreprise représentée par madame **Amandine UNIA** est situé à l'adresse suivante : **8 rue Antoine Lumiere / 69150 DECINES-CHARPIEU** depuis le **1<sup>er</sup> mars 2018**.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Lyon, le 19 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-22-010

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_272  
Bénédicte CAPDEVILLE - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_272**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP850164294**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Bénédicte CAPDEVILLE – domiciliée 4 place du marché – 69210 SAIN BEL**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **11 septembre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er :** **Bénédicte CAPDEVILLE – domiciliée 4 place du marché – 69210 SAIN BEL**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP850164294, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **11 septembre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Bénédicte CAPDEVILLE** est autorisée à effectuer au domicile des particuliers l'activité visée ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Soutien scolaire ou cours à domicile**

Article 4 : Cette activité exercée par la déclarante, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 22 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-22-009

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_273 Asen  
ARSENOV - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_273**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP853415800**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par monsieur **Asen ARSENOV – domicilié 36 rue Pauline Jaricot / 69005 LYON** auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **28 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

Article 1er : Monsieur **Asen ARSENOV – domicilié 36 rue Pauline Jaricot / 69005 LYON**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisé sous le n°SAP853415800, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

Article 2 : Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **28 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : Monsieur **Asen ARSENOV** est autorisé à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Petits travaux de jardinage y compris travaux de débroussaillage**
- **Travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains »**

Article 4 : Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 22 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-22-012

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_274 Pascal  
CAPERN - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_274**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP878118488**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Pascal CAPERN enseigne BRICOL & GARDEN – domicilié 5 rue Alexandre Boutin / 69100 VILLEURBANNE** auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **27 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er : Pascal CAPERN enseigne BRICOL & GARDEN – domicilié 5 rue Alexandre Boutin / 69100 VILLEURBANNE**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7233-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisé sous le n°SAP878118488, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2** : Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **27 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Pascal CAPERN enseigne BRICOL & GARDEN** est autorisé à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de **prestataire et mandataire** :

- **Petits travaux de jardinage y compris travaux de débroussaillage**
- **Travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains »**

Article 4 : Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 22 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-22-011

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_275 Laura  
GAMBADE - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_22\_275**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP878496355**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Laura GAMBADE – domiciliée 220 grande rue de la guillotière / 69007 LYON**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **31 octobre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er :** **Laura GAMBADE – domiciliée 220 grande rue de la guillotière / 69007 LYON**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP878496355, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **31 octobre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Laura GAMBADE** est autorisée à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Accompagnement des enfants de + de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Garde d'enfants de + de 3 ans**

Article 4 : Ces activités exercées par la déclarante, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 22 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-26-021

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_26\_277 Dounia  
ANOUR enseigne PRESTA'NET - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_26\_277**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP530581735**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Dounia ANOUR enseignante PRESTA'NET – domiciliée 31 rue Louis Guérin / 69100 VILLEURBANNE**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **20 novembre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**ARRETE :**

**Article 1er : Dounia ANOUR enseignante PRESTA'NET – domiciliée 31 rue Louis Guérin / 69100 VILLEURBANNE**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisée sous le n°SAP530581735, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **20 novembre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : Dounia ANOUR enseigne PRESTA'NET est autorisée à effectuer au domicile des particuliers les activités visées ci-dessous en qualité de prestataire :

- **Accompagnement des enfants de + de 3 ans, dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile (ne comprend pas l'activité de repassage du linge)**
- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Garde d'enfants de + de 3 ans**
- **Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile**
- **Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux courses**
- **Soutien scolaire ou cours à domicile**
- **Travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains »**

Article 4 : Ces activités exercées par la déclarante, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 26 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi du Rhône

69-2019-11-27-003

arrêté DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_27\_279 Julien  
MOULE - SAP déclaration

**ARRETE PREFECTORAL**

**n° DIRECCTE-UD69\_DEQ\_2019\_11\_27\_279**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne enregistré**

**sous le n° SAP878899608**

**et formulé conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-EST, PREFET DU RHONE**

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- VU la demande de déclaration déposée par **Julien MOULE – domicilié 41 boulevard Ambroise Croizat – bât C – 69200 VENISSIEUX**, auprès des services de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du **1<sup>er</sup> décembre 2019** ;
- SUR proposition du Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ;

**A R R E T E :**

**Article 1er : Julien MOULE – domicilié 41 boulevard Ambroise Croizat – bât C – 69200 VENISSIEUX**, ayant satisfait aux formalités de déclaration, conformément aux dispositions des articles L. 7232 à L. 7232-8 et des articles R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail, est autorisé sous le n°SAP878899608, à assurer la fourniture de prestations de services à la personne, sur le territoire national et notamment dans le département du Rhône.

**Article 2 :** Le présent récépissé de déclaration prend effet à compter du **1<sup>er</sup> décembre 2019** et n'est pas limité dans le temps.

Article 3 : **Julien MOULE** est autorisé à effectuer au domicile des particuliers l'activité visée ci-dessous en qualité de **prestataire** :

- **Soutien scolaire ou cours à domicile**

Article 4 : Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par les articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 : La déclaration peut être retirée à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Article 6 : Le Directeur de l'Unité départementale du Rhône de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

Lyon, le 27 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur de l'unité départementale  
du Rhône  
La directrice adjointe du travail

Annie HUMBERT

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

69-2019-12-30-006

Arrêté portant abrogation d'agrément pour effectuer des  
transports sanitaires délivré à la société RHONE ALPES

*Arrêté portant abrogation d'agrément pour effectuer des transports sanitaires délivré à la société*  
**URGENCES à LOIRE SUR RHONE**  
*RHONE ALPES URGENCES à LOIRE SUR RHONE*

**Arrêté n° 2019-10-0440**

**Portant abrogation d'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** les articles L.6312-4 et R.6312-35 du code de la santé publique ;

**Vu** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Considérant** l'attestation établie le 18 décembre 2019 entre la société RHONE ALPES URGENCES et la société SLW sise 21 chemin de Chiradie à 69530 BRIGNAIS, relative à la cession d'une autorisation de mise en service de catégorie C sans véhicule associé, laquelle était portée par l'ambulance VOLKSWAGEN n° DP-371-WG ;

**Considérant** l'attestation établie le 18 décembre 2019 entre la société RHONE ALPES URGENCES et la société SLW sise 21 chemin de Chiradie à 69530 BRIGNAIS, relative à la cession d'une autorisation de mise en service de catégorie C sans véhicule associé, laquelle était portée par l'ambulance VOLKSWAGEN n° DW-684-PR,

**- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1** : **EST ABROGE** l'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente délivré à :

**RHÔNE ALPES URGENCES - Monsieur Bruno BASSET**  
**1537 route de Beaucaire - 69700 LOIRE S/ RHONE**

Sous le numéro : 69-318

**ARTICLE 2** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

LYON, le 30 décembre 2019

Par délégation

Le directeur général adjoint

Serge Morais

**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**  
241 rue Garibaldi - CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03 | 04 72 34 74 00 | [www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1<sup>er</sup> août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS ([ars-ara-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars-ara-dpd@ars.sante.fr)).

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

69-2019-12-31-001

Arrêté portant modification d'agrément pour effectuer des  
transports sanitaires délivré à la société HAMY

*Arrêté portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires délivré à la société  
HAMY AMBULANCES sise 49 rue de Verdun à 69100 VILLEURBANNE*

**AMBULANCES sise 49 rue de Verdun à 69100  
VILLEURBANNE**

**Arrêté n° 2019-10-0433**

**Portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Considérant** la demande formulée le 5 septembre 2019 par la société HAMY AMBULANCES, représentée par Monsieur Mohammed HAMYANI, relative à la demande de transformation d'une autorisation de mise en service de catégorie D au profit d'une autorisation de mise en service de catégorie ambulance, au sein de l'établissement secondaire sis 258 rue Claude Terrasse à 69210 L'ARBRESLE ;

**Considérant** l'accord délivré par Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et notifié par courrier du 19 décembre 2019 à la société HAMY AMBULANCES,

**- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1** : un agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente, est délivré à :

**HAMY AMBULANCES - Monsieur Mohammed HAMYANI**

***Etablissement principal : 49 rue de Verdun 69100 VILLEURBANNE - secteur 1***

***Etablissement secondaire : 258 rue Claude Terrasse 69210 L'ARBRESLE - secteur 3***

**Numéro d'agrément : 69-253**

**ARTICLE 2** : l'agrément est délivré pour les implantations ci-dessus mentionnées.

**ARTICLE 3** : les véhicules de transports sanitaires associés à cette implantation font l'objet d'une décision d'autorisation de mise en service conformément aux dispositions de l'article L.6312-4 du code de la santé publique.

**ARTICLE 4** : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2019-10-0085 du 17 mai 2019, délivré à la société HAMY AMBULANCES.

**ARTICLE 5** : la personne titulaire de l'agrément devra porter sans délai à la connaissance de l'agence régionale de santé,

- toutes modifications au regard des normes prévues, toute mise hors service, cession ou modification des véhicules indiqués,
- toute embauche de nouveau personnel,
- toute cessation de fonctions d'un ou plusieurs membres de leur personnel,
- toute obtention par le personnel de diplôme relatif à la profession,

.../...

**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

241 rue Garibaldi - CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03 | 04 72 34 74 00 | [www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1<sup>er</sup> août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS ([ars-ara-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars-ara-dpd@ars.sante.fr)).

L'inobservation de tout ou partie de ces dispositions est susceptible d'entraîner une suspension ou un retrait d'agrément.

**ARTICLE 6** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur de la délégation départementale et de la Métropole de Lyon du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

LYON, le 31 décembre 2019

Le directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon

Philippe GUETAT